



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

CONTRÔLE FINANCIER ET EXÉCUTION BUDGÉTAIRE DES MINISTÈRES (ÉDUCATION NATIONALE, UNIVERSITÉS, JEUNESSE, SPORTS ET TOURISME)

Répertoire numérique détaillé

établi par

Christophe LOY, secrétaire administratif de classe normale au Centre des archives
économiques et financières

1ère édition électronique

Savigny-le-Temple

2021

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Élaboration et gestion des budgets des ministères.....	6
Ministère de l'Éducation nationale.....	6
Secrétariat d'État aux Universités.....	7
Ministère de la Jeunesse, des Sports et du Tourisme.....	8
Dossiers thématiques.....	8
Enseignement supérieur.....	8
Formation professionnelle, personnes handicapées.....	9
Enseignement privé.....	9
Réforme et modernisation du système français d'éducation.....	9
Réforme de la nomenclature du budget de l'Éducation nationale.....	9

Référence

B-0079601/1 - B-0079634/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Contrôle financier et exécution budgétaire des ministères (Éducation nationale, Universités, Jeunesse, Sports et Tourisme).

Dates extrêmes

1963-1983

Noms des principaux producteurs

Direction du Budget

Importance matérielle

34 boîtes, soit 4,08 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement PH 012/86 du 23 janvier 1986.

Historique du producteur

À l'issue de la Première Guerre mondiale, les comptes de l'État souffrent d'une désorganisation générale. Le Parlement, marquant un intérêt renforcé pour le volet financier de la décision publique, établit une distinction entre l'approche budgétaire et l'approche comptable du budget de l'État. C'est pourquoi, en 1919, la comptabilité administrative de l'État au niveau central est confiée à une nouvelle direction, la direction du budget et du contrôle financier (DBCF), tandis que son suivi au plan local (trésoreries générales) est dévolu à la direction de la comptabilité publique, qui perd son statut de direction générale. La DBCF est en fait créée en deux étapes : d'abord sous la seule forme d'un poste de directeur (loi du 20 octobre 1919), puis à partir du bureau central et du budget de la direction de la comptabilité publique, qui assurait avant 1914 la préparation et le contrôle de l'exécution du budget (décrets des 7 et 15 novembre 1919). La DBCF se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la

politique économique de la France. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées, dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art. 2). Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec seulement quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). L'arrêté du 26 septembre 1966 instaure six sous-directions à la direction du budget : deux sous-directions à compétence générale sont chargées des synthèses budgétaires et de la fonction publique, et quatre sous-directions sectorielles se répartissent le contrôle des budgets des départements ministériels (arrêté du 23 octobre 1976). Parmi ceux-ci la gestion des affaires européennes tient une place grandissante (arrêté du 20 juillet 1989), impliquant une nouvelle adaptation structurelle, par la création d'une septième sous-direction (arrêté du 25 février 1992). En 2004, c'est par bureaux sectoriels que le nouvel organigramme de la direction et de ses services (arrêtés du 8 novembre 2004) ventile des programmes et des missions, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Ces bureaux assurent également la synthèse des travaux budgétaires relatifs aux ministères ou organismes correspondants à ces programmes et missions.

Évaluation, tris et éliminations

Doublons éliminés.

Mode de classement

Thématique

Présentation du contenu

Ce versement comporte des dossiers concernant le contrôle et l'exécution budgétaire exercée par la direction du budget auprès de différents ministères et notamment celui de l'Éducation nationale ainsi que des dossiers thématiques sur l'enseignement supérieur et l'Éducation nationale.

B-0079601/1 – B-0079625/1

Élaboration et gestion des budgets des ministères.

1964-1981

B-0079601/1 - B-0079614/1

Ministère de l'Éducation nationale.

1964-1980

B-0079601/1 - B-0079612/1

Contrôle financier et exécution budgétaire : dossiers officiels, courriers. Fonctionnement, construction d'établissements notes du ministre de l'éducation nationale au directeur du budget, décrets portant création d'établissements scolaires, projets de décrets, législation, procès-verbaux, tableaux, correspondance .

1964-1980

B-0079601/1

1^{er} et 2^{ème} semestres 1973.

1964-1973

B-0079602/1

1^{er} et 2^{ème} semestres 1974.

1964-1974

B-0079603/1

1^{er} semestre 1975 : courrier départ.

1973-1975

B-0079604/1

2^{ème} semestre 1975.

1972-1975

B-0079605/1

1976

B-0079606/1

2^{ème} semestre 1976 : courrier départ.

1976

B-0079607/1

3^{ème} et 4^{ème} trimestres 1977.

1968-1977

B-0079608/1

1^{er} et 2^{ème} semestres 1978.

1976-1978

B-0079609/1

1^{er} et 2^{ème} trimestres de l'année 1977.

1977

B-0079610/1

Juillet à septembre 1979 : courrier départ.

1977-1979

B-0079611/1

1^{er} semestre, novembre et décembre 1979.

1979-1980

B-0079612/1

2^{ème} semestre 1979.

1979-1980

B-0079613/1

Répartition des crédits du chapitre 37-93 et des crédits hors chapitre 37-93 : transferts, virements de crédits, notes, procès-verbaux, tableaux, correspondance.

1980

B-0079614/1

Fonctionnement, équipement, construction d'établissements, enseignement privé, courrier départ : notes du ministre de l'économie au ministre de l'éducation nationale, notes du ministre de l'éducation nationale au directeur du budget, comptes rendus de travaux parlementaires et budgétaires, décrets portant création d'établissements scolaires, projets de décrets, législation, transferts de crédits, procès-verbaux, tableaux, correspondance.

1980

B-0079615/1 - B-0079620/1

Secrétariat d'État aux Universités.

1975-1981

B-0079615/1 - B-0079620/1

Contrôle financier et exécution budgétaire.

1975-1981

B-0079615/1 – B-0076619/1

Fonctionnement, construction d'établissements : notes du ministre de l'économie au Secrétaire d'État aux universités, notes du Secrétaire d'État aux universités au directeur du budget, décrets portant création d'établissements scolaires, projets de décrets, législation, transferts de crédits, procès-verbaux, tableaux, correspondance.

1975-1979

B-0079615/1

Année 1975.

1975

B-0079616/1

Année 1976.

1976

B-0079617/1

Année 1977.

1977-1978

B-0079618/1

Année 1978.

1978

B-0079619/1

Année 1979.

1975-1979

B-0079620/1

Année 1980. - Mouvements de crédits, répartition de crédits, travaux parlementaires, travaux budgétaires, fonctionnement, équipement : notes, décrets, projets de décrets, législation, transferts de crédits, procès-verbaux, tableaux, correspondance.

1979-1981

B-0079621/1

Ministère de la Jeunesse, des Sports et du Tourisme.

1974-1981

B-0079621/1 -B-0079624/1

Jeunesse et sports, contrôle financier et exécution budgétaire, mouvements et répartition de crédits. - Travaux parlementaires, travaux budgétaires, fonctionnement, équipement : notes, décrets, projets de décrets, législation, transferts de crédits, procès-verbaux, tableaux, correspondance.

1974-1981

B-0079621/1	
1974-1975	
B-0079622/1	
1976-1977	
B-0079623/	
1977-1980	
B-0079624/1	
1979-1981	
B-0079625/1	
Tourisme. - Contrôle financier et exécution budgétaire, mouvements et répartition de crédits : notes, décrets , projets de décrets, législation, transferts de crédits, procès-verbaux, tableaux, correspondance.	1975-1980
B-0079626/1 - B-0079634/1	
Dossiers thématiques.	1963-1983
B-0079626/1	
Enseignement supérieur.	1963-1981
B-0079626/1	
Groupe d'analyse et de recherche sur les activités et coûts liés des enseignements supérieur (GARACES) : rapports, notes, études, tableaux (1974-1981). Commission Fréville sur le financement des universités : rapports, notes (1980-1981).	1974-1981
B-0079627/1	
Loi d'orientation de l'enseignement supérieur : textes, dossiers, notes, correspondance (1970-1977). Universités, rétrospective de 1970 à 1975, évolutions des dépenses budgétaires : notes, tableaux (1970-1976).	1970-1977
B-0079628/1	
Financement des universités, article 29 : rapports d'information, textes, notes (1971-1979). Programmation des équipements des universités de 1975 à 1980 : Lettres, notes, tableaux, correspondance (1963-1976).	1963-1979
B-0079629/1	
Universités, référés : rapports de la cour, courriers des ministres, notes.	1970-1971
B-0079630/1	
La Halle aux vins, extension du centre universitaire de Vincennes, contentieux entre l'État et la ville de Paris : rapports, notes, correspondance, tableaux, presse.	1957-1973
B-0079631/1 - B-0079631/2	
Formation professionnelle, personnes handicapées.	1964-1983
B-0079631/1	
Apprentissage, formation, actions d'insertion des jeunes : rapports, notes, correspondance.	1973-1983
B-0079631/2	

Loi d'orientation en faveur des personnes handicapées prises en charge par l'Éducation nationale, examen de la gestion des personnels et de locaux : projet de loi, circulaires, notes, tableaux, correspondance

1964-1980

B-0079632/1

Enseignement privé. - Loi Guerneur : textes, notes, correspondance.

1977-1979

B-0079633/1

Réforme et modernisation du système français d'éducation. - Loi HABY : débats parlementaires, rapports, notes, tableaux, correspondance.

1974-1979

B-0079634/1

Réforme de la nomenclature du budget de l'Éducation nationale. - Ventilation du budget voté 1979 dans la nouvelle nomenclature : ventilation par chapitre sectoriel, notes, tableaux.

1978-1979